

vant s'asseoir dans un milieu capitaliste, ayant même besoin de cet antidote pour pouvoir s'épanouir : la loi de l'inégalité jouant ainsi pleinement. Or, le développement inégal est bien une expression du cours (à première vue accidenté) de l'évolution économique dans les différents pays. Examiné de plus près, ce cours nous apparaît parfaitement logique, car il révèle les conditions de la géographie économique et politique qui ont permis à certains pays d'en devancer d'autres, à cause surtout de la proximité des bassins des échanges (Empire Romain, avec la Méditerranée), industrie extractive (Moyen-âge : France, Angleterre), industriels (Capitalisme : Allemagne). Mais pour pouvoir conclure qu'une circonstance naturelle du développement économique puisse être une loi de ce développement lui-même, il faudrait considérer que la cause déterminant l'évolution historique n'est plus la lutte de classe à chaque instant de la vie d'un régime donné, mais que les différents pays constituent autant d'entités séparées trouvant, dans les circonstances particulières de leur milieu, les bases mêmes de leur vie et de leur développement.

Or, Marx, dans la Préface au « Capital », écrivait : « Il ne s'agit point ici du développement plus ou moins complet des antagonismes sociaux qu'engendrent les lois naturelles de la production capitaliste, mais de ces lois elles-mêmes, des **tendances** qui se manifestent et se réalisent avec une nécessité de fer. Le pays le plus développé industriellement ne fait que montrer à ceux qui le suivent sur l'échelle industrielle l'image de leur propre avenir ». Et plus loin Marx ajoutait : « Lors même qu'une société est arrivée à découvrir la piste de la loi naturelle qui **préside** à son mouvement — et le but final de cet ouvrage est de dévoiler la loi économique du mouvement de la société moderne, — elle ne peut ni dépasser d'un saut ni abolir, par des décrets, les phases de son développement naturel ; mais elle peut abrégier la période de la gestation, et adoucir les maux de leur enfantement ». Or donc, la loi n'est nullement la circonstance inégale du développement, mais l'essence même de ce développement et s'il est possible d'abrégier la période de la gestation, il n'est nullement possible de changer la loi elle-même. La société moderne, c'est-à-dire la

société capitaliste, tout comme les autres sociétés qui l'ont précédée, ou comme la société socialiste (la période de transition du capitalisme au communisme) ne peut nullement se subdiviser en autant de pièces (les Etats qui la composent) identiques les unes aux autres, mais elle est la résultante d'un ensemble de sociétés et organisations sociales qui diffèrent non seulement à cause du plus grand perfectionnement industriel de l'une par rapport aux autres, mais aussi par la différence fondamentale des bases sur lesquelles elles vivent et se développent. Dans la théorie marxiste, ainsi que Luxembourg l'a remarqué, le marché pré-capitaliste de la colonie est même une condition nécessaire pour la vie de la société capitaliste dans son ensemble. Beaucoup de charlatans s'évertuent à prendre la situation actuelle pour prouver que les prédictions de Marx auraient été démenties catégoriquement. Marx avait dit que la société tend à se diviser en deux classes opposées et que les classes moyennes périssent vers le prolétariat ; le développement technique balayant toute possibilité de survivance de la petite industrie et faisant régner en maîtres absolus les magnats dirigeant les grands trusts capitalistes. Mais Marx n'a jamais parlé d'une société capitaliste type, n'a jamais surtout imaginé la **réalisation** de ce modèle de société, où d'un côté nous aurions quelques individualités toutes-puissantes détenant en leurs mains la totalité des richesses, et de l'autre côté — sans aucun espace intermédiaire — l'armée des prolétaires tous nu-pieds et livrés au démon bourgeois. Ce que Marx avait en vue c'est la **tendance** de la société capitaliste, et tendance veut dire direction et surtout poids spécifique des différents éléments composant cette société. Or, si on analyse la situation actuelle, on voit bien que la prédiction de Marx s'est pleinement vérifiée : la société actuelle, si elle ne s'oriente pas vers la direction du prolétariat révolutionnaire, est forcée de se tourner directement et uniquement sous l'effet des rouages dont seuls les tout-puissants trusts du capitalisme financier détiennent le gouvernail. D'autre part, si l'évolution perd son axe pour atteindre la nouvelle forme d'organisation socialiste, si le prolétariat — à cause des défaites — cesse d'être le centre moteur des situations,

alors s'ouvrira une situation qui n'aura plus d'issue. Enfin, si la crise économique se croise, ainsi qu'il en est actuellement, avec une crise interne du mécanisme révolutionnaire, toute possibilité disparaît pour résoudre les problèmes économiques qui, ne pouvant plus être dirigés par la seule force sociale capable de les acheminer vers une nouvelle et supérieure forme d'organisation sociale : le prolétariat, resteront insolubles dans les cadres anciens et déferleront leurs effets avec une acuité toujours croissante. Les classes moyennes n'acquièrent pas, grâce à la crise du mouvement prolétarien (qui aboutit actuellement à l'anéantissement de ce dernier par suite de la disparition du parti de classe) une fonction autonome ; seuls, des littérateurs politiques ou des traîtres avérés peuvent considérer que le fascisme — organisation sociale du capitalisme forcé de recourir aux formes les plus avancées et les plus cruelles de sa domination — représente le régime des classes moyennes. Il est vrai que ces mêmes « marxistes » escomptent toujours la chute du fascisme du fait de l'effervescence de ces classes moyennes qui en seraient la base sociale, mais il n'y a ici qu'une des nombreuses contradictions des prétendus fossoyeurs de Marx. Pour considérer qu'actuellement ce sont les classes moyennes qui détiennent le gouvernement des différents pays, il faut tout simplement se baser sur l'aspect extérieur de la réalité et substituer à la loi de l'évolution historique un élément de la manifestation de cette réalité.

Pour ce qui concerne le « développement inégal », nous devons considérer que le type d'une organisation sociale est toujours une notion mondiale se composant non de différents éléments synchronisés, mais d'une hétérogénéité très variée d'éléments. L'économie capitaliste, qui a besoin d'engrenages provenant des anciennes économies, peut même s'accommoder — ainsi que l'expérience récente l'a prouvé — des formes plus évoluées, et permettre ce que Litvinof appelait « la coexistence pacifique des deux régimes capitaliste et socialiste ». Ce n'est pas sur le terrain économique, mais bien politique que nous constaterons les effets du « développement inégal », et c'est surtout en prenant pour base le prolétariat international, et non le prolétariat d'un pays donné, que nous pour-

rons arriver à comprendre la signification de la « maille la plus faible du capitalisme mondial ». C'est donc en partant de considérations opposées à celles qui inspirent en général l'analyse des conditions objectives ayant présidé à la victoire d'Octobre et à l'institution de la dictature du prolétariat, que nous pourrions en même temps projeter les données principielles sur lesquelles aurait dû se baser l'Etat prolétarien et desquelles il s'est, par contre, constamment éloigné pour arriver à la situation actuelle marquée par le double épanouissement du centrisme et du prodigieux renforcement industriel de l'économie soviétique. L'économie industrielle s'étant épanouie, nous aurions donc assisté au renforcement de la mission révolutionnaire du prolétariat russe, alors que, par contre, nous avons dû subir le triomphe du courant contre-révolutionnaire centriste s'incorporant au capitalisme mondial. Nous traiterons par la suite les problèmes économiques : qu'il nous suffise maintenant de remarquer que le programme de l'industrialisation a été repris par Staline de la plate-forme de l'opposition et que Trotsky, en 1923, préconisait le démantèlement des forteresses prolétariennes de Moscou et Leningrad pour transporter ces centres industriels à proximité des bassins des matières premières : l'utilité économique se serait faite aux dépens de la force et de l'efficacité politique du prolétariat.

Le mécanisme de toute révolution est régi par des objectifs de transformation de l'organisation sociale qui ne conduira pas à une synchronisation mondiale mais à la domination de certains Etats fondamentaux sur l'arène internationale. Mais les classes dominantes dans la révolution pourront bénéficier de l'apport de classes opprimées par le régime qui va être détruit et cet apport qu'ont donné, par exemple, les paysans et même les prolétaires à la révolution bourgeoise, d'enthousiaste qu'il était au début du chemin historique de la bourgeoisie, va de plus en plus s'atténuer pour disparaître et se transformer enfin en une opposition irréductible dans la mesure où le capitalisme passe de son rôle de classe révolutionnaire, à celui de classe progressive pour devenir enfin ce qu'il est actuellement : une force fondamentale de la contre-révolution. Le prolétariat, qui fut le